

L'agrobusiness est-il en train de tuer l'agriculture familiale ouest-africaine ?

Loïc Barbedette (Loic.barbedette@wanadoo.fr)

INTER-RÉSEAUX A ANIMÉ début 2015 un débat ayant abouti à la rédaction d'un Bulletin de synthèse qui visait à décortiquer quelques affirmations souvent rebattues sur l'agriculture familiale. Nous vous invitons à lire ci-dessous une contribution de Loïc Barbedette à ce débat.

► Loïc Barbedette est sociologue. Il accompagne différentes organisations paysannes dans leurs travaux d'appui et de conseil à l'exploitation familiale.

► Nous vous invitons à lire l'intégralité de la note de Loïc Barbedette sur le site d'Inter-réseaux : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/bds15_dimensions_politiques_de_l_agriculture_familiale_vf.pdf. Elle aborde notamment les conséquences sociales de chaque modèle par rapport à la question des inégalités.

► Vous pouvez également retrouver le Bulletin de synthèse sur notre site : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/bds_no15_26-03-2015.pdf

« L'AGROBUSINESS, dit-on, est en train de tuer l'agriculture familiale ». La critique faite par certains de cette « idée reçue » est juste : l'agrobusiness n'est pas en train de tuer l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Ou plus exactement : pas encore...

De la place pour tout le monde ? Au Bénin, où je viens de terminer un exercice extrêmement riche sur l'avenir de l'élevage de ruminants, la majorité des mille agropasteurs que nous avons consultés est persuadée que l'agropastoralisme va disparaître (certains précisent « dans les dix années à venir »). De nombreuses données leur donnent tort. La part actuelle de l'agrobusiness dans la production bovine au Bénin est de 0,13 % : le danger n'est pas imminent. Seuls 17 % de la superficie agricole utile sont annuellement exploités au Bénin, et l'espace pastoral théorique représente plus de 50 % de la superficie du pays : on est très loin d'une saturation absolue de l'espace. Et pourtant, les craintes des éleveurs ne sont pas sans fondements parce qu'ils constatent au quotidien que les conflits augmentent et que les accaparements de terres se multiplient.

Je pense que tout le monde s'accorde pour reconnaître que l'essor de l'agrobusiness ou de l'agriculture et de l'élevage productiviste aura nécessairement des conséquences, mais il y a aussi des idées simples par rapport à l'analyse de ces conséquences. Il y a une part d'angélisme (très répandue) dans l'idée qu'il y a de la place pour tout le monde, et que l'agriculture familiale sera stimulée par la concurrence et la diffusion d'innovations à partir des entreprises agricoles ou d'élevage les plus performantes. C'est oublier la logique de *concentration* que l'on observe partout où l'agrobusiness s'est imposé et qui a fait disparaître (donc « tué ») la majorité des petites et moyennes exploitations familiales. René Dumont l'avait bien observé entre ses deux « voyages en France d'un agronome » (publiés en 1952 et 1977), et ceci n'a fait que s'accélérer depuis.

Angélisme ou ignorance chez certains, fuite en avant ou cynisme chez d'autres, adoption sans discussion des postulats du libéralisme : on voyait très bien au Bénin comment cette façon de voir les choses inspire directement les politiques publiques (orientations du Plan stratégique de relance du secteur agricole, priorités d'investissements, inflexions des dispositions du code domaniale et foncier proposées par les organisations paysannes...).

Les exploitants familiaux ont donc de véritables raisons de s'inquiéter pour l'avenir de l'agriculture ou de

l'élevage familial puisque les politiques soutiennent en réalité d'autres modes de production et préparent ainsi des lendemains qui leur seront défavorables : je ne reviens pas sur les conséquences sur l'emploi ou sur l'environnement évoqués dans la synthèse d'Inter-réseaux ; on pourrait encore les développer et montrer en quoi la logique du profit qui porte notamment le développement de l'agrobusiness est génératrice de tensions sociales. C'est une bombe à retardement.

Spécialisation et perte de liberté. Il faut revenir sur la caractérisation de l'agriculture familiale africaine, qui est guidée par une logique de sécurisation, pour mettre en évidence une autre conséquence du développement de l'agriculture ou de l'élevage productiviste et de l'agrobusiness qui pourrait être davantage mise en avant et mérite d'être analysée.

On met beaucoup en avant aujourd'hui la « résilience » de l'agriculture familiale. Les études d'exploitations familiales réalisées par le Conseil national de coordination des

ruraux (CNCR) au Sénégal, l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apress) dans toute la région ou l'Association nationale des organisations professionnelles d'éleveurs de ruminants (Anoper) au Bénin montrent clairement que l'un des ressorts de cette capacité d'adaptation de l'agriculture familiale pour faire face aux contraintes et aux aléas est la *diversification*. La diversification (des spéculations, des aires de pâturage, des activités agricoles et extra-agricoles, des modes de production, des affectations de la production etc.) permet de répartir les risques (naturels, économiques) et de mieux se saisir des opportunités de marché ou climatiques. Elle a aussi des conséquences positives sur l'emploi familial (notamment des femmes) et l'équilibrage des rapports intrafamiliaux. Mais elle affecte également les circuits et les échanges micro et macro économiques : elle renforce l'autosuffisance de l'exploitation familiale et les possibilités d'échanges de proximité sur les marchés locaux — elle favorise ainsi les circuits courts, autonomise en partie les économies locales et réduit les distances — et donc les coûts énergétiques — pour les transports. En un mot, la diversification réduit la dépendance.

Regardons maintenant du côté de la logique de profit qui gouverne notamment l'agrobusiness. J'ai précédemment rappelé la logique de concentration qu'elle porte et qui permet de réaliser des économies d'échelle. Elle se double d'une logique de *spécialisa-*

« Il ne reste de "familial" dans cette agriculture que le travail »



tion rendue possible depuis le 19^e siècle par le développement croissant des moyens de transports et de communication, et — tant qu'elle durera — la disponibilité des ressources énergétiques qu'il nécessite. Pour ne relever qu'un aspect des conséquences de cette spécialisation — qui est aussi une spécialisation spatiale —, on peut rappeler ici que le segment qui serait le plus rapidement touché par une paralysie des transports par poids lourds routiers en Europe serait aujourd'hui la distribution alimentaire. On n'en est pas là en Afrique de l'Ouest, mais c'est justement la résilience de l'agriculture familiale basée sur sa diversification qui amortit les effets des risques naturels et a aidé les exploitations familiales ouest-africaines à surmonter les grandes crises génératrices de famines. Pour l'avenir, cette diversification, tant qu'elle se maintient, les rend moins vulnérables aux crises économiques et énergétiques.

Je reviens maintenant aux propos sur leur situation et leur avenir tenus par les agropasteurs béninois consultés en 2014 par l'Anoper. Beaucoup d'entre eux redoutent de « perdre leur liberté », et certains considèrent qu'ils l'ont déjà perdue. Ce sont des éleveurs transhumants qui parlent, et cette liberté a chez eux une forte composante culturelle : c'est la liberté de conduire leur vie et leurs animaux selon leur système de valeur et d'y trouver leur épanouissement. Mais cette liberté est aussi — tant pour l'éleveur que pour l'agriculteur ouest-africain — celle de définir ses stratégies de production en fonction notamment de la connaissance qu'il a de son écosystème. Si l'on regarde maintenant ce qu'est devenue l'agriculture familiale bretonne ou européenne, on constate qu'elle a perdu depuis longtemps la décision sur ses choix de production, et c'est ainsi qu'elle est entrée dans la spécialisation, l'intégration verticale (mais aussi dans

l'endettement). Il ne reste plus de « familiale » dans cette agriculture que l'unité de travail.

Rationalité du profit et rationalité de la sécurité.

Que conclure de cette analyse ? Certes, la formule selon laquelle « l'agrobusiness est en train de tuer l'agriculture familiale » est trop « simple ». Mais on voit que ce n'est pas non plus entièrement faux si l'on se situe dans une perspective à moyen/long terme.

Ensuite on voit que le vrai débat n'est en fait ni technique, ni économique parce que la rationalité du profit et celle de la sécurité sont deux rationalités différentes : on ne parle pas des mêmes choses et on ne se situe pas dans la même perspective temporelle (profit ou efficacité à court terme d'un côté, développement durable de l'autre). On est donc dans un dialogue de sourd où chacun avancera des arguments convaincants tant sur le plan technique qu'économique mais à partir de points de vue différents ; chacun se convainc lui-même. En réalité, chacun a « ses » raisons. Mais en conclure que tout le monde a un peu raison me semble être une façon, en laissant filer les choses sous prétexte qu'il n'y a pas urgence ou que l'on est tous complémentaires et que chacun peut trouver sa place, d'ouvrir un boulevard aux plus forts. Mais pourquoi pas, penseront certains : c'est la loi de la nature !

Peut-être une question à se poser pour clarifier le débat serait-elle : *quel est le prix à payer pour chaque alternative, et qui paiera ce prix ?* Alors on verra tout de suite que le vrai débat portera sur le point de savoir s'il faut sacrifier le long terme pour le court terme et qu'il est donc politique et porte sur des choix de société. Ce n'est en effet pas le même type de société que nourrissent et construisent l'agrobusiness et l'agriculture familiale ouest africaine. ■